

<p>LA CRISE ARGENTINE: UNE LECTURE EN TERME D'ELITE ECONOMIQUE ET SYSTEME DE POUVOIR</p>
--

Version de travail-PROVISoire

Alexis Saludjian
Université Paris 13-CEPN et GREITD

Face à un horizon temporel très court du à l'amplitude de la crise Argentine, il semble néanmoins essentiel de penser à un projet à long terme de développement équitable et durable. C'est pourquoi dans une première partie, nous présenterons à grands traits le Plan Fénix, le projet le plus abouti de remise en cause de régime d'accumulation. Cependant, comme nous tenterons de l'analyser dans la seconde partie, ce Plan n'est pas sans présenter certaines limites qui tiennent au système politique et au modèle d'accumulation instauré par la dictature militaire en 1976.

1. Le Plan Fénix

Ce plan élaboré par des économistes et professeurs de l'Université de Buenos Aires (UBA) en septembre 2001, entend proposer une stratégie de reconstruction de l'économie argentine pour le développement avec équité¹.

Comme base à un développement économique lié à une amélioration de la qualité de vie, le Plan Fenix retient 10 conditions :

1. Stabilité institutionnelle et politique
2. Hausse de l'emploi et incorporation de la force de travail au processus de croissance comme condition de l'intégration dans le tissu social
3. Le fonctionnement efficient et compétitif des marchés de biens et services, financiers et réels ;
4. Equilibres macro-économiques solides sur la base de taux d'épargne interne et d'investissements élevés, de haut niveau de financement propre du secteur public, de compétitivité internationale, d'une réduction du déficit chronique du compte courant de la balance des paiements. Ceci nécessite la recherche de prix relatifs adéquats avec le maintien du pouvoir d'achat et l'équilibre externe et une inflation faible;
5. Compétitivité de la production nationale en limitant l'endettement externe à la capacité de générer des devises et d'investissements privés directs en activités échangeables qui maintiennent l'équilibre de ses opérations en devises ;
6. Incorporation généralisée et continue du progrès technique dans tout le système économique et social, en participant dans les courants dynamiques du commerce international composés para des biens et services hautement différenciés ;

¹ Preuve supplémentaire que la Transformation Productive avec équité promulguée par la CEPAL en 1990 est loin d'avoir été réussie.

7. Présence d'un Etat qui assure le développement national, l'intégration sociale, l'équité distributive et le Bien-être ;
8. Souveraineté monétaire, fiscale et de change dans un contexte d'économie internationale ;
9. Existence de marchés de capitaux financiers au service de la production et du commerce ;
10. Développement de conceptions enracinées dans la réalité nationale et orientées à donner des réponses aux défis et aux opportunités de l'économie mondiale.

Selon ce plan, c'est en prenant en main son propre développement dans la globalisation qu'un pays a une chance de participer activement et pleinement à l'économie mondiale.

Il apparaît évident au vue de cette énumération de conditions nécessaires à un développement avec équité, que l'Argentine de 2001 ne répond à aucune de ces exigences démontrant ainsi l'ampleur de la tâche à accomplir et cela dans un contexte politique et social extrêmement tendu. L'Argentine et ses dirigeants politiques ont agi et participé à ce qu'une vision fondamentaliste de la globalisation prédomine. Celle-ci suppose qu'un pays de la Périphérie comme l'Argentine doit être réaliste et accepter qu'il ait perdu la capacité de définir son propre destin car le pouvoir est situé dans la sphère transnationale. Cette vision ne date pas uniquement de la décennie passée mais, plus fondamentalement, de la dictature militaire de 1976. C'est pour répondre à la subordination aux critères et intérêts/nécessités des centres financiers prédominants que durant les 25 dernières années l'Argentine a promulgué-accepté des politiques d'ouverture avec surévaluation du taux de change, l'entrée sans contrôle de capitaux étrangers, la dénationalisation massive des services publics, de l'industrie, de la banque et des grands réseaux commerciaux. De plus toutes ces politiques, et c'est un point essentiel dans le débat d'aujourd'hui, se sont faites avec des niveaux de corruptions très élevés rendant la classe politique extrêmement impopulaire.

De par ces réponses erronées et sa relative passivité face aux défis de la mondialisation, l'Argentine se trouve dans une situation dans laquelle les déséquilibres macro-économiques sont abyssaux et le recours à l'endettement pour combler les déficits n'est plus soutenable (le service de la dette externe publique atteint aujourd'hui plus de 20% des ressources fiscales et 50% de la valeur des exportations).

Dans le cadre de la politique commerciale, plusieurs articles dans ce Plan Fénix traitent du Mercosur. Ce thème, même s'il semble bien malmené et oublié dans la situation de crise actuelle en Argentine, devrait constituer, selon nous, un des axes essentiels de la politique commerciale Argentine². A. O'Connell³ met en relief l'originalité du Mercosur comme Union douanière incomplète dont la composition des exportations argentines vers le Brésil et les autres membres du Mercosur est différente de ce que l'Argentine a avec le reste du monde. Si ce facteur est d'importance, il n'en reste pas moins que des études relativement récentes montrent que ce scénario est en train de changer en raison de la reprimarisation de l'Argentine et du risque de commerce de type Centre-Périphérie au sein du Mercosur. [Miotti, Quenan, Winograd, 1998]. L'auteur propose certaines recommandations :

1. Préserver l'union douanière imparfaite pour négocier unis dans tous les domaines ainsi que coopérer face aux chocs externes communs
2. Identifier secteurs conflictuels et effectuer des études communes afin de formuler des solutions qui permettent une graduelle adaptation au libre commerce intra-Mercosur ou au Tarif Extérieur Commun ;
3. Proposer un programme de construction de l'infrastructure d'appui à l'intégration ;

² Cf. aussi [Ferrer A., 1997] et [Ferrer A. et Jaguaribe H., 2001]

³ Cf. A. O'Connell: « *Politica comercial argentina; ALCA vs. Mercosur* » dans [Plan Fénix, 2001, p.120-129].

4. Identifier les secteurs pour formuler et appliquer des projets d'intégration conjoints dans les domaines de nouvelle compétitivité et, en particulier, développer et appuyer la coopération entre P.M.E. ;
5. Reformuler le Tarif Extérieur Commun en fonction de l'expérience accumulée et impulser de façon graduelle un approfondissement du Mercosur aux domaines des services -par exemple des achats gouvernementaux- ainsi qu'une nécessaire institutionnalisation des instances d'analyse et de décision ;
6. Enfin, Insister sur la constitution de la Zone de Libre Commerce d'Amérique du Sud⁴ ce qui suppose un accord rapide avec la Communauté Andine.

Dans le même document, M. Rapoport⁵ souligne la nécessité de réinstaller l'Argentine dans son espace géographique naturel -l'Amérique Latine- en intensifiant les échanges, en établissant des politiques communes avec les pays voisins face au reste du monde dans les domaines économique, politique, et stratégique et en développant l'identité nationale. Le Mercosur doit, selon Rapoport, être réorienté d'une problématique commerciale vers des aspects productifs qui stimulent la croissance et l'emploi dans la région et qui promeuvent une coordination des politiques macro-économiques, des taux de change et fiscale⁶. Mais les politiques commerciales des membres du Mercosur se doivent d'être contre-cycliques. La baisse du commerce entre membres du Mercosur durant la crise ouverte avant la dévaluation brésilienne montre comment le Mercosur et les politiques commerciales des différents pays dans le contexte de Régionalisme ouvert et d'une politique ultra-libérale (argentine) ou libérale (Brésil et autres pays) ont conduit à des politiques pro-cycliques qui ont accentuées la récession, la baisse du commerce entre les pays membres et le risque de dislocation. Les défis du Mercosur sont donc de taille⁷.

Cette situation de vulnérabilité extrême -financière externe et sociale interne- sert de base aux auteurs et participants du Plan Fénix afin d'énoncer un ensemble de mesures d'urgence qui forment une stratégie de moyen-long termes qui réinsère pleinement l'Argentine dans l'économie mondiale. La réactivation de l'économie passe selon ces auteurs par la nécessaire transformation de la structure productive et de la composition des exportations (en y incorporant des produits différenciés contenant une plus grande part de valeur ajoutée) ainsi que de l'incorporation de technologie. « Le développement productif requiert l'application de politiques actives qui tendent à assurer aux agents privés une base minimum pour qu'ils puissent réaliser leurs projections et anticipations de ventes. Cela suppose de consolider le marché interne, privilégier l'espace productif du Mercosur comme espace d'activité des agents locaux et accroître les exportations de biens vers le reste du monde» [Plan Fénix, 2001, p. 19].

Les mesures d'urgence sont les suivantes :

⁴ ALCSA en espagnol.

⁵ Article intitulé «*Davos y Anti-Davos: un replanteo de la globalización*». Cf. également Chap. 9 dans [Rapoport, 2000]: «*La Argentina, Brasil y la integración regional*».

⁶ Cf. [Carrera J et Strutzenegger, 2000] et [Fanelli J.M., 2001]

⁷ Selon [Bouzas R., 2001], les principaux défis sont:

1. Un arbitrage satisfaisant des différents intérêts, perceptions et préférences de politiques qui prévalent entre les membres;
2. Une réponse au «manque de leadership» qui fragilise le processus d'intégration;
3. L'identification et l'application d'un ordre du jour coopératif.

1. Reprogrammer la dette et la réduction des services relationnés de façon à être en conformité avec la disponibilité des ressources du Trésor et de la balance des paiements, dans le cadre de la croissance de l'économie mondiale
2. Flexibiliser -dans le contexte des équilibres macro-économiques et distributifs retrouvés- la politique de change, maintenir la convertibilité pour le compte courant de la balance de paiement et réguler les mouvements dans le compte capital.
3. Etablir un accord avec le secteur entrepreneurial et en particulier avec les filiales des entreprises étrangères situées en Argentine afin que l'inversion des bénéfices se fasse exclusivement dans le pays pendant le temps nécessaire à la sortie de crise. De plus, établir un plan d'application immédiat afin d'augmenter le contenu local des biens, services et technologie intermédiaires, et d'accroître les exportations. Un tel type d'accord doit inclure la de-dollarisation et la désindexation des prix et tarifs des services publics⁸.
4. Consolider la situation des finances publiques moyennant une réforme fiscale progressive qui accentue la pression fiscale sur les secteurs de hauts revenus, qui accroisse la lutte contre l'évasion et réorganise de façon efficiente les dépenses publiques. La réforme fiscale doit inclure une réduction immédiate de la TVA pour les biens et services de consommation de première nécessité.
5. Instituer une assurance chômage et des mesures d'aides directes qui assurent à la population l'accès à l'éducation, la santé et plus généralement à la satisfaction de ses nécessités de base.

Ce plan rejette l'idée souvent proposée par les institutions internationales (Banque Mondiale et F.M.I.) qui proposent de chercher la croissance pour, ensuite, et dans un second temps s'occuper de la redistribution de revenus et des fruits de cette croissance⁹. Mais si le plan est intéressant dans le moyen -long terme, que se passe-t-il dans le court terme ? Dans la situation d'extrême fragilité économique, politique et institutionnelle que traverse aujourd'hui l'Argentine, les décisions et les plans économiques ont-ils encore un poids face à une population pauvre dont les nécessités de base essentielles à la survie ne sont pas satisfaites et dont le niveau d'embrigadement dans des actions organisées par des partis et groupes politiques est réel¹⁰?

Dans le premier point, le Plan Fénix se place dans un contexte de croissance de l'économie mondiale pour reprogrammer la dette et les intérêts. Or, la configuration dans laquelle se trouve l'économie mondiale ressemble plus à un contexte de récession qu'à une situation de croissance. De plus, les craintes dans le domaine de la sécurité et les conséquences sur un possible renforcement du protectionnisme des pays du Centre indiquent qu'il est plus probable que les principaux créanciers de l'économie mondiale -et principalement les Etats-Unis et l'Union Européenne qui ont énormément investis et prêtés à l'Argentine- ne seront pas enclin à négocier de façon très constructive avec un débiteur en faillite. Le thème de la dette est encore une fois central mais risque de le rester si des décisions fortes de la part de l'Argentine ne sont pas prises.

Lors des privatisations des entreprises de services telles que la téléphonie, l'eau, le Gaz, etc. une clause spéciale indexant les tarifs à l'évolution des prix aux Etats-Unis et libellant ces tarifs en dollars. Cette clause entraîne, dans un contexte de déflation en Argentine depuis près de 4 ans et d'une inflation faible mais positive aux Etats-Unis, un renchérissement des tarifs essentiels. La qualité du service n'est pas toujours à la hauteur de l'augmentation des prix. De

⁸ Cf. l'article de D. Azpiazu et E. Basualdo dans le document [Plan Fénix, 2001] intitulé «Concentración económica y regulación de los servicios públicos»

⁹ Pour une critique de cette séquentialité cf. [Valier, 2000]

¹⁰ L'implication de certains groupes Péronistes dans l'organisation des émeutes de la faim des années 1989 ainsi que lors des récents "saqueos" dans la Province de Buenos-Aires en Décembre 2001 en sont des exemples.

plus, les intérêts et les sommes en jeu sont énormes et les contreparties de la corruption dans la privatisation d'entreprises publiques (concession des licences, accord sur la fragilité de l'entité de régulation, etc.) s'élèveraient (uniquement pour la période 1990-1994) à 20% des quelques 25.563 millions de dollars soit près de 5000 millions de dollars [Basualdo E., 2001, p.69].

Cette stratégie qui inclut une nouvelle industrialisation, la consolidation et l'augmentation des avancées enregistrées dans le domaine agricole, l'incorporation généralisée de technologie dans l'ensemble du système économique et social et le développement équitable des économies régionales suppose -on l'a vu plus haut- des conditions d'ordre économique¹¹. Cependant, comme le Plan le souligne **«rien de tout cela n'est possible sans la décision politique de chercher une véritable transformation, ce qui nécessite la formation d'une nouvelle coalition sociale qui reflète en même temps de la volonté de résolution de la crise et de construire entre tous une réalité nouvelle.»** [Plan Fénix, 2001, p. 199].

2. La crise actuelle à travers les transformations dans l'élite économique depuis la dictature militaire de 1976 :

La compréhension de la crise actuelle ainsi que de la logique qui gouverne le schéma d'accumulation (et les conditions de sa reproduction) nécessite une lecture du modèle d'accumulation de valorisation financière en privilégiant l'analyse des stratégies que déploient les agents économiques dominants. Depuis la dictature militaire, et en suivant l'analyse de [Basualdo E., 2001], on peut distinguer 3 étapes de ce modèle d'accumulation.

- 1^{ère} étape : La dictature militaire (1976-1983)

La dictature militaire a interrompu le processus d'industrialisation (par substitution d'importation) et a imposé un régime d'accumulation basé quasi-exclusivement sur la valorisation financière et la violence contre les secteurs populaires (péronistes, radicaux mais surtout de gauche) qui avait prospéré lors de la phase.

La Réforme financière de 1977 a été un élément essentiel du changement de système d'accumulation. D'une part, elle va briser le lien entre la Banque Centrale (BCRA) et l'Etat, obligeant celui-ci à recourir uniquement aux marchés financiers pour couvrir le déficit public. D'autre part, cette réforme va mettre fin à la régulation du secteur financier par la BCRA. L'ouverture du marché des biens et capitaux par l'un des ministres de l'économie de la dictature militaire, Martinez de Hoz, en 1979 aura ainsi, conjointement avec la Réforme financière de 1977, profondément modifié les caractéristiques de l'économie argentine par rapport à la période précédente¹². En effet, l'ouverture financière permettra l'explosion de

¹¹ équilibres macro-économiques, récupération du taux de d'épargne interne, du financement réel -sans perte dans les réseaux de la corruption- du secteur public, de la compétitivité internationale, de l'absence de déficit chronique du compte courant de la balance des paiements et une stabilité des prix

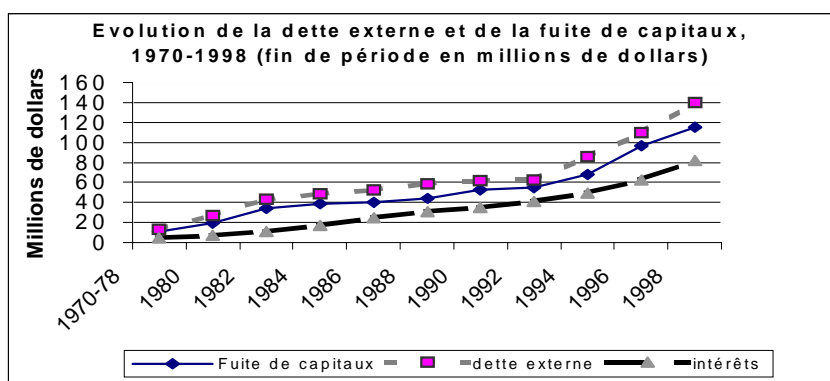
¹² Au niveau international, trois facteurs sont aussi essentiels à ce nouveau contexte externe et interne:

- La forte liquidité internationale due aux pétrodollars ce qui pousse les banques internationales à offrir beaucoup plus de crédits

l'endettement externe -public mais surtout privé- et l'ouverture du marché des biens et des capitaux affectera négativement -par les prix des produits importés- la production nationale.

Il est important de bien comprendre que les groupes économiques locaux et les entreprises multinationales ne s'endettent pas dans le but de faire des investissements productifs mais plutôt afin d'obtenir une rente moyennant des placements financiers en profitant du taux d'intérêt national nettement plus élevé qu'au niveau international. Les gains effectués ne sont même pas conservés dans l'économie locale mais renvoyer vers l'étranger, permettant ainsi de ré-initier le cycle de l'endettement.

Ainsi, la fuite des capitaux nationaux vers l'extérieur, écrit E. Basualdo, est la contrepartie de la dette externe (voir le graphique ci-dessous). L'Etat joue dans ce processus un rôle éminemment important puisqu'il maintient le taux d'intérêt national très supérieur au niveau international grâce à l'endettement interne ; il met à disposition les devises qui rendent possible la fuite des capitaux grâce à l'endettement externe et enfin il prend en charge la dette externe du secteur public.



Source: E. Basualdo et M. Kulfas, 2000

L'origine des ressources qui se transfèrent à l'extérieur durant la valorisation financière est issue de la redistribution régressive et de la baisse des salaires réels des travailleurs. Les grands bénéficiaires sont certains groupes économiques locaux (Perez Companc, Macri, Loma Negra, Roggio, etc.), des entreprises ou conglomérats étrangers (Techint, Bemberg, entreprises automobiles, etc.), les banques locales et les créanciers internationaux.

Ces secteurs économiques qui ont bénéficié de cette nouvelle configuration de l'accumulation de capital en Argentine vont se trouver au centre de l'analyse des périodes ultérieures de ce régime. Si les intérêts sous la dictature militaire sont convergents, des différences fondamentales vont apparaître au cours du temps entraînant ainsi les déséquilibres dans cette élite économique composée de groupes économiques locaux (à l'époque encore liés à la production industrielle), les entreprises étrangères (et conglomérats étrangers) et les banques (nationales et les banques créancières étrangères).

Il n'en reste pas moins qu'à partir de 1976, «les forces armées modifient les éléments centraux de la doctrine existante -Doctrine de Sécurité nationale (1958-1976). Ainsi, elles abandonnent la conception selon laquelle la croissance économique et l'inclusion sociale constituent les piliers essentiels afin de résoudre les conflits sociaux, et elles la remplacent par une autre doctrine qui entend discipliner et contrôler les secteurs populaires par

- La crise du régime d'accumulation fondé sur l'industrie Métallurgique et mécanique et l'apparition de l'industrie électronique
- " la revanche" du capital sur le travail après les 30 glorieuses pendant lesquelles la part relative des salaires dans le revenu global s'étaient assez fortement accrue.

l'intermédiaire de la désindustrialisation, de la concentration des revenus et de la répression» [Basualdo, 2001, p.34]

- 2^{ème} étape : Le premier gouvernement démocratique de R. Alfonsín (1983-1989)

Après la débâcle de la défaite des Malouines, et en pleine tourmente de la crise de la dette externe, le gouvernement radical de R. Alfonsín n'a pas pu ou voulu¹³ modifier le modèle existant, consolidant ainsi la valorisation financière et par conséquent le processus économique bénéficiant aux élites économiques de la précédente période (groupes économiques locaux, conglomérats étrangers et banques créancières).

L'alliance qui avait existé durant l'industrialisation par substitution d'importation entre travailleurs et entreprises nationales afin de contrer les entreprises multinationales principalement nord-américaines a été suspendue depuis la dictature militaire et un nouvel accord entre créanciers externes et capital concentré localement (ou oligopolistique) - constitué des conglomérats étrangers et des groupes économiques nationaux- imposent une surexploitation du travail et une subordination de l'Etat à ses intérêts spécifiques.

Si les hésitations d'une partie du radicalisme à s'impliquer davantage dans une reformulation du modèle d'accumulation sont réelles, il n'en reste pas moins que les pressions de la part des banques et créanciers étrangers concernant le paiement de la dette ont été très fortes. Après le moratoire sur la dette décrétée par l'Argentine en 1988, les banques étrangères ont entamé une attaque sur le taux de change en février 1989 qui allait déclencher la crise d'hyperinflation et rapidement la chute du gouvernement radical de R. Alfonsín.

Cette analyse en terme de groupes économiques permet d'appréhender l'hyperinflation de l'année 1989 comme une façon pour les créanciers étrangers, de déloger un pouvoir politique qui ne lui garantit plus le paiement de la dette et du service de celle-ci. Cette crise a également permis, au-delà de certaines divergences au sein de l'élite économique¹⁴, de trouver un consensus entre le capital concentré national et les créanciers étrangers afin d'obtenir en plus d'une redéfinition du rôle de l'Etat, une profonde modification de la distribution des revenus par le mécanisme d'hyperinflation. Ce schéma d'analyse permet à l'auteur de conclure sur cette période en notant «[qu']il est peut discutable que la profonde crise d'hyperinflation de la fin des années 1990 engendre une discipline plus forte au niveau social en instaurant une nouvelle relation entre capital et travail, mais aussi au niveau du système politique. » [Basualdo E., 2001, p.55].

- 3^{ème} étape : Les gouvernements de C. Menem et de F. de la Rúa (1989-2001)

La période qui commence avec l'arrivée au pouvoir de C. Menem va se caractériser par la fin de l'autonomie relative du système politique qui sera fortement subordonné aux intérêts des secteurs dominants. Cette phase peut se décomposer en 3 périodes qui correspondent à deux configurations du rapport de pouvoir entre les composantes de l'élite du pouvoir économique :

1^{ère} sous-période : 1992-1994

¹³ Les positions de certains membres du Radicalisme durant la dernière dictature militaire ont été pour le moins ambivalentes, par les propositions formulées par R. Alfonsín en Mars 1977 de convoquer la Convention constituante avec une liste unique de candidats acceptés par les forces armées et même de participer au gouvernement des militaires afin de combattre la violence (Cf. H. Verbitsky).

¹⁴ Les différends entre les acteurs dominants se focalisaient sur ce qu'il allait advenir des transferts de l'Etat mais également sur le degré d'exposition des différentes productions nationales.

A partir de la stabilisation des prix due au Plan de Convertibilité¹⁵ et à la renégociation du Plan Brady qui ouvre les portes à un nouveau cycle d'endettement, débute la période faste de ce modèle d'accumulation durant laquelle deux processus complémentaires se développent :

- Les intérêts des groupes dominants -groupes économiques, entreprises étrangères et banques internationales- convergent de façon surprenante, formant ainsi «une communauté d'affaires» sur la base de l'association en terme de propriété des consortiums qui achètent les entreprises publiques privatisées.
- La fin de l'inflation, le renouveau d'un cycle d'endettement et l'expansion du crédit interne entraînent un cycle expansif de la consommation interne de nombreuses classes sociales¹⁶.

La formation de cette «communauté d'affaires» se développe durant le processus de privatisations des entreprises publiques : Les groupes économiques locaux, en raison de leur moindre capacité financière, économique et technologique, n'ont pas pu se passer les capitaux étrangers qui, pour leur part, ont pu tirer avantage de la présence des groupes économiques locaux de par leur connaissance du marché local et leur capacité à définir les caractéristiques spécifiques des politiques publiques. Comme on l'a évoqué plus haut, ces privatisations ont entraîné une corruption importante mais aussi l'apparition de circuit financier visant à blanchir les ressources provenant d'activités illégales¹⁷.

La crise mexicaine de 1994 et le Pacte de Olivos¹⁸ pour permettre la réélection de C. Menem en 1995 vont nous amener à la seconde sous-période 1994-1999.

2^{ème} sous-période 1994-1999

L'effet Tequila affecte violemment l'Argentine mettant un frein à la phase antérieure de croissance, accroissant le taux de chômage et assistant à la dissolution de la «communauté d'affaires». Ainsi les asymétries et les divergences des stratégies du groupe économique local et des firmes multinationales entraînent un transfert de propriété qui comprend la quasi-totalité des entreprises publiques privatisées que cette communauté d'affaires détenait ensemble. R. Lo Vuolo évoque ce transfert de propriété du capital des entreprises privatisées comme un «effet d'étrangérisation»¹⁹ [Lo Vuolo R., 2001, 56]

Les groupes économiques locaux adoptent une nouvelle stratégie productive qui consiste à concentrer leur capital fixe dans les activités qui bénéficient d'avantages comparatifs naturels comme par exemple la production agricole et la pêche et l'industrie agricole. Inversement, le capital étranger (conglomérats et Firmes multinationales) choisit d'acquérir des entreprises déjà existantes (Fusions et Acquisitions) et d'augmenter ses ventes (commercialisation et

¹⁵ Cf. [Lo Vuolo, 2001, p. 45-74]

¹⁶ Ceci permet de former un large consensus autour de ce modèle d'accumulation. Cette période est également la base de ce que les grands organismes internationaux et certains économistes présenteront comme le «miracle argentin».

¹⁷ Dans plusieurs articles de Pagina 12, Horacio Verbistky, souligne que « ce circuit [de blanchiment] se met en place dès le début de nouvelle administration péroniste et compte parmi ses rangs des fonctionnaires de tout premier ordre du gouvernement, des banques locales (Banco República), étrangères (Citybank) et le groupe économique Bunge et Born qui était à la tête du ministère d'économie.»

¹⁸ « Cet accord -qui met en marche une réforme constitutionnelle qui permettra la réélection de Menem- consolide la nouvelle dynamique du système politique en ratifiant les événements de la période précédente et en réformant la constitution de la Cour Suprême. Ce pacte place ainsi, dans le nouveau système de domination, le péronisme à la plus haute marche de la hiérarchie du système politique; le radicalisme faisant figure de roue de secours» [Basualdo, 2001, p.74].

¹⁹ «efecto extranjerización»

production automobile, et dans le secteur industriel qui bénéficient d'une protection très élevée).

Dans les deux stratégies, la sortie de capital local vers l'extérieur s'accélère (voir graphique) en raison, d'une part, de la rentabilité élevée des grandes entreprises (et du rapatriement vers les maisons mères des profits) et, d'autre part, des ventes des entreprises ou des participations en actions de la frange locale du capital oligopolistique (et de l'achat d'actifs financiers diversifiés et valorisés dans les bourses étrangères).

3^{ème} sous-période : F. de la Rúa (1999-2001)

La fin du mandat de C. Menem à la Présidence de la Nation (dès 1998), est marquée par un contexte interne et externe très détérioré : persistance de l'effet Tequila malgré l'année 1996, chômage et pauvreté en hausse, crise asiatique, russe puis brésilienne, tension politique à propos de la possible re-réélection de C. Menem (finalement impossible), apparition du Frepaso et formation de l'Alianza. Tous ces faits sont de plus accentués par les contradictions au sein de l'élite économique en raison de la croissance hétérogénéité qu'introduisent les modifications structurelles de la phase précédente.

La Alianza qui a été au pouvoir s'est ainsi trouvée confronté à deux projets alternatifs à la Convertibilité :

- D'une part, le groupe dominant qui détient des placements financiers à l'étranger (groupes économiques nationaux et certains conglomerats étrangers) veulent la dollarisation afin de garantir que les capitaux étrangers situés dans le pays conservent la valeur en dollars de leurs actifs (supérieure à 120.000 millions de dollars) et que ses dettes en dollars n'augmentent pas. Dans le contexte d'intégration économique, cette partie de l'élite économique relie la dollarisation avec l'insertion internationale du pays à travers l'ALCA²⁰.
- D'autre part, le groupe qui détient des actifs réels fixes ou avec de dettes en dollars, le secteur financier et les différents investisseurs étrangers qui ont acquis des entreprises et des actions durant les années précédentes. Ceux-là souhaitent la dévaluation et l'instauration de subventions publiques à la production locale en biens exportables principalement. De plus la dévaluation permet aux entreprises productrices - principalement exportatrices- d'augmenter les ventes et la rentabilité des activités productives internes. Pour ces partisans, la sortie de crise passe par les exportations notamment de biens qui comptent des avantages comparatifs naturels. Ainsi, dans cette stratégie, le Mercosur constitue une alternative très importante en raison de la taille et des besoins du Brésil en biens primaires mais aussi peut permettre de garder un certain niveau d'autonomie face à la puissance hégémonique. Remarquons néanmoins que ce projet, pour productif qu'il soit, parachève la désindustrialisation de l'Argentine²¹ (ou sa reprimarisation), et ne représente qu'un impact extrêmement faible sur l'emploi, confinant les salaires aux niveaux les plus bas possibles. De plus, un tel projet d'une Argentine de nouveau agro-exportatrice conforte un secteur social composé par les institutions les plus traditionalistes et conservatrices qui soient (église catholique, bureaucratie syndicale, organisations des entreprises). N'oublions pas non plus que cette bourgeoisie nationale -et les classes qui la supportent- ont soutenu la dictature militaire et se sont développées et

²⁰ Cette position est notamment celle de C. Menem.

²¹ Cf. [Lo Vuolo R., 2001, p. 54-55]

enrichies grâce à la valorisation financière, la concentration des revenus et la fuite des capitaux à l'étranger²².

On le voit, ces deux alternatives produisent des effets contradictoires qui et peuvent relativement bien expliquer les tensions et la crise politique actuelle en Argentine. En effet, aucun de ces groupes qui soutiennent une sortie de la convertibilité n'est disposé à lâcher prise car cela signifierait pour les deux un lourd revers (qui - dans un contexte de globalisation et de concurrence très tendue entre groupes économiques du centre- peut vite se transformer en disparition ou rachat). Ces deux alternatives cherchent à s'attirer le soutien populaire et les intentions de vote mais, comme le souligne E. Basualdo, «ce processus d'appropriation et de reformulation des revendications populaires introduit un haut degré de complexité et de confusion qui a pour objectif de cacher le fait qu'aucune de ces propositions ne considère aucun élément qui indique la volonté d'approfondir le processus démocratique par une plus ample participation populaire et une redistribution progressive des revenus, éléments qui constituent les axes centraux d'une proposition populaire véritable» [Basualdo E., 2001, p. 93].

Concluons: Nous avons tenté de mettre en évidence l'avantage d'une analyse des stratégies des agents dominants afin d'appréhender la logique qui guide le régime d'accumulation ainsi que les conditions de sa reproduction. Cette lecture permet, nous semble-t-il, de lire correctement les intérêts contradictoires qui sont à l'œuvre dans la crise politique, institutionnelle, économique et sociale que traverse actuellement l'Argentine. Sans de remise en cause - dans les faits et pas uniquement dans les discours- du régime d'accumulation basé sur la valorisation financière, il semble périlleux de prévoir une sortie de crise durable et un développement équitable et cela en dépit d'un début de programme et de projet comme le Plan Fénix. Cette remise en cause du régime d'accumulation est une remise en question du fonctionnement et des valeurs de la société argentine depuis plus de 25 ans et ce n'est pas au milieu d'une crise d'une telle violence qu'une prise de conscience de la sorte peut s'effectuer. Ceci est d'autant plus le cas, que la distribution inégale des revenus, la pauvreté et l'abandon par l'Etat de l'éducation de qualité, publique, laïque et gratuite, rend difficile la compréhension de ces processus à une grande partie de la population qui doit lutter quotidiennement pour survivre. Quant à ceux qui, même s'ils se sont appauvris, continuent d'avoir accès à la majorité des biens et services, comme les classes moyennes, ils doivent décider s'ils continuent de légitimer un régime d'accumulation à dominante financière et excluante ou s'ils acceptent un autre modèle économique, politique et social capable d'intégrer une fraction plus importante de la population dans une société argentine démocratique et équitable.

²² Le discours d'investiture du E. Duhalde le 1^{er} Janvier 2002, le fait appartenir à ce projet. Il y évoquait la doctrine sociale de l'église, les exportations sans toutefois manquer -dans un style et une tradition bien péroniste- de dénoncer la fuite des capitaux, la pauvreté et l'équité et la nécessité de produire alors qu'en tant que vice-président de C. Menem lors du premier mandat de celui-ci puis comme gouverneur de la Province de Buenos-Aires, il a été partie prenante dans la consolidation et le maintien de ce mode d'accumulation, bénéficiant ça et là de fonds illégaux..

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE :

- BASUALDO E. [2000] *Concentración y centralización del capital en la Argetina durante la década del noventa*, Ed. Universidad Nacional de Quilmes, Bernal.
- BASUALDO E. [2001] *Sistema Político y modelo de acumulación en la Argentina*, Ed. Universidad Nacional de Quilmes, Bernal.
- BASUALDO E. ET KULFAS [2000] «Fuga de capitales y endeudamiento», in *Realidad economica* n°173.
- BOUZAS R. [2001] «El Mercosur diez años despues. Proceso de aprendizaje o *Déjà-Vu?*», in *Desarrollo Económico*, Vol. 41, n°162, Juillet-Septembre, Fondo de Cultura Económica, Buenos-Aires.
- CARRERA J ET STRURZENEGGER [2000] *Coordinacion de politicas macroeconomicas en el Mercosur*, Fondo de Cultura Económica, Buenos-Aires.
- FANELLI JM [2001] *Coordinacion de politicas macroeconomicas en el Mercosur*, Red Mercosur, Ed. Siglo XXI.
- FERRER A [1997] Hechos y ficciones de la globalizacion : Argentina y el Mercosur en el sistema internacional, Fondo de Cultura Económica, Buenos-Aires.
- FERRER A ET JAGUARIBE H [2001] Argentina y Brasil en la Globalizacion : Mercosur o ALCA ?, Fondo de Cultura Económica, Buenos-Aires.
- LO VUOLO R. [2001] *Alternativas , La economia como cuestion social*, Ed. Grupo Editor Altamira, Buenos- Aires.
- MIOTTI L., C. QUENAN et WINOGRAD [1998], «Spécialisation internationale et intégration régionale: l'Argentine et le Mercosur», in *Economie Internationale*, CEPII .
- PLAN FÉNIX [2001] Hacia el Plan Fénix, Diagnostico y propuestas, in *Enoikos*, Année IX, n°19, Facultad de Ciencias Economicas de la UBA, Buenos-Aires.
- RAPOPORT M. [2000] *Historia económica , política y social de la Argentina (1880-2000)*, Ed. Macchi, Buenos- Aires.
- VALIER J.[2000] «Pauvretés, inégalités et politiques sociales dans le Tiers-Monde depuis la fin des années quatre-vingt», in *Conseil d'Analyse Economique Rapport n°25*, 3^{ème} trimestre, La Documentation Française, Paris.